



DEPARTEMENT DE LA LOIRE-ATLANTIQUE – CARENE – TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE DONGES

OPERATION D'AMENAGEMENT DES « SIX CROIX 2 » - DOSSIER UNIQUE D'ENQUETE PUBLIQUE RELATIF AUX DOSSIERS D'ENQUETE PUBLIQUE PREALABLE A LA DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE, D'ENQUETE PARCELLAIRE, DE DEMANDE DE MISE EN COMPATIBILITE DU PLU ET D'AUTORISATION AU TITRE DE LA LOI SUR L'EAU

0.3 TEXTES REGISSANT L'ENQUETE ET SON INSERTION DANS LA PROCEDURE ADMINISTRATIVE

L'article R.123-8 du code de l'environnement, dispose que : « *Le dossier soumis à l'enquête publique comprend les pièces et avis exigés par les législations et réglementations applicables au projet, plan ou programme.*

Le dossier comprend au moins :

[...]

3° La mention des textes qui régissent l'enquête publique en cause et l'indication de la façon dont cette enquête s'insère dans la procédure administrative relative au projet, plan ou programme considéré, ainsi que la ou les décisions pouvant être adoptées au terme de l'enquête et les autorités compétentes pour prendre la décision d'autorisation ou d'approbation ;

[...] »

L'insertion de l'enquête publique dans la procédure administrative relative au projet :

1- Phases Préalables

La CARENE a approuvé la création de la zone d'aménagement concerté (ZAC) des Six Croix 2 sur le territoire de la Commune de Donges par délibération du 8 décembre 2015. Il avait été préalablement, et pendant toute la phase d'études de faisabilité du projet, mené une concertation dont le bilan a été tiré le 08 décembre 2015 par le Bureau Communautaire de la CARENE.

L'aménagement et la commercialisation de cette opération d'aménagement ont été confiés à la SPL SONADEV Territoire Public via une concession d'aménagement approuvée par le Bureau communautaire du 26 janvier 2016.

Dans le cadre de la réalisation de cette ZAC, il convient de la faire reconnaître d'utilité publique, et de recourir à l'expropriation. Le code de l'environnement permet effectivement de regrouper ces deux enquêtes conformément à l'article L.123-6 du code de l'environnement.

De plus, dans le cadre de l'expérimentation prévue par l'ordonnance 2014-619 du 12 juin 2014, la présente opération d'aménagement fait l'objet d'un dossier unique, étant donné qu'elle relève simultanément de plusieurs autorisations environnementales dont une autorisation au titre de la Loi sur L'Eau.

Dans le cadre de cette sollicitation du Préfet, il convient de préciser que l'étude d'impact réalisée dans le cadre de la création de la ZAC a fait l'objet d'un premier avis de l'autorité environnementale en date du 06 avril 2012, en application de l'article L. 122-1 du code de l'environnement, lequel portait sur la qualité de l'étude d'impact du projet de ZAC et sur la prise en compte de l'environnement dans le projet. Compte tenu de l'évolution réglementaire sur les études d'impact, un avis complémentaire a été sollicité et a été émis par l'autorité environnementale en date du 25 septembre 2015.

2- Déroulement de l'enquête publique

L'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) est organisée après examen par les services de l'Etat de la recevabilité du dossier soumis à enquête, lesquels ont été sollicités par délibération de l'autorité concédante de la ZAC qui a pris l'initiative de la procédure.

Cette enquête vise à recueillir l'avis du public et du commissaire-enquêteur sur l'utilité publique du projet. Le public peut émettre toutes les observations concernant le projet sur les registres ouverts à cet effet ou par courrier adressé au commissaire enquêteur.

Dans le mois suivant la clôture de l'enquête publique, le commissaire enquêteur rédigera un rapport qui rendra compte des observations recueillies et sera assorti de conclusions motivées. De plus, il donnera un avis sur l'opération. Cet avis pourra être favorable, éventuellement assorti de réserves et/ou de recommandations, ou défavorable. Cet avis, ainsi que les observations du public, seront alors transmis au Préfet de Loire-Atlantique avec l'ensemble du dossier et des registres d'enquête, afin qu'il se prononce sur l'Utilité Publique du projet. Les rapports et les conclusions du commissaire enquêteur seront mis à la disposition du public à la mairie de Donges, ainsi qu'au siège de la Communauté d'Agglomération de la Région Nazairienne et de son Estuaire (CARENE) et en préfecture de Loire-Atlantique, pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Conjointement à cette enquête publique préalable à la DUP est organisée une enquête parcellaire après examen par les services de l'Etat de la recevabilité du dossier soumis à enquête, lesquels ont été sollicités par délibération de l'autorité concédante de la ZAC qui a pris l'initiative de la procédure.

Cette enquête vise à déterminer précisément les parcelles à acquérir dans le périmètre de l'opération et leurs propriétaires et titulaires de droits réels. Au terme de cette enquête, le Préfet de Loire-Atlantique statuera, par arrêté préfectoral, sur la cessibilité des parcelles nécessaires à la réalisation du projet.

La suite de la procédure et les décisions pouvant être adoptées au terme de l'enquête et les autorités compétentes :

Au terme de l'enquête publique, le Conseil communautaire disposera d'un délai de six mois à compter de la clôture de l'enquête pour se prononcer sur l'intérêt général du projet en prenant une délibération portant déclaration de projet (article L.122-1 du code de l'expropriation et L.126-1 du code de l'environnement).

La déclaration de projet mentionne l'objet de l'opération tel qu'il figure dans le dossier soumis à l'enquête, et comporte les motifs et considérations qui justifient son caractère d'intérêt général. Elle indique, le cas échéant, la nature et les motifs des principales modifications qui, sans altérer l'économie générale, sont apportées au projet au vu des résultats de l'enquête publique.

Après transmission de la déclaration de projet ou à l'expiration du délai imparti à la collectivité ou à l'établissement intéressé, l'autorité de l'Etat compétente décide de la déclaration d'utilité publique.

Le Préfet pourra prendre :

- Un arrêté déclarant l'utilité publique de l'opération, une fois la déclaration de projet approuvée par le Conseil communautaire et au plus tard un an après la clôture de l'enquête (L.122-1 et L.121-2 à L.121-5 du code de l'expropriation). Cet arrêté préfectoral déclarant l'utilité publique du projet autorise uniquement l'autorité expropriante à poursuivre la procédure d'expropriation sans toutefois l'y contraindre.
- Un arrêté de cessibilité qui rend cessibles les parcelles identifiées dans l'état parcellaire soumis à enquête. Ces parcelles pourront alors faire l'objet d'un jugement de l'expropriation, après saisine par le Préfet, en vue du prononcé d'une ordonnance portant transfert de propriétés.

Sauf abrogation, l'arrêté de déclaration d'utilité publique est généralement pris pour une durée de 5 ans.

Une fois ces arrêtés obtenus, le maître d'ouvrage peut alors passer aux étapes suivantes de la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique, à défaut pour les propriétaires de vouloir céder amiablement leurs terrains.

La mention des textes qui régissent l'enquête :

Avec l'édition du décret n°2011-2018 du 29 décembre 2011, portant réforme de l'enquête publique relative aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement, de nouvelles dispositions encadrent désormais les enquêtes publiques dont l'arrêté d'ouverture et d'organisation a été publié à compter du 1^{er} juin 2012.

Deux régimes distincts d'enquête publique subsistent désormais : l'enquête préalable à une déclaration d'utilité publique relevant du code de l'expropriation, dite « *enquête expropriation* », et l'enquête publique relative aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement relevant du code de l'environnement. Sont ainsi soumis à l'enquête environnementale, dite « *enquête environnementale* ».

L'article L.110-1 du code de l'expropriation précise que : « *L'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique est régie par le présent titre.*

Toutefois, lorsque la déclaration d'utilité publique porte sur une opération susceptible d'affecter l'environnement relevant de l'article L.123-2 du code de l'environnement, l'enquête qui lui est préalable est régie par les dispositions du chapitre III du titre II du livre Ier de ce code. »

Ainsi, en pratique lorsqu'une procédure d'expropriation porte sur une opération susceptible d'affecter l'environnement, l'enquête publique est régie par les dispositions du code de l'environnement et non du code de l'expropriation.

En application de l'article L.123-2 du code de l'environnement, font l'objet d'une enquête publique environnementale « *les projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements extérieurs par des personnes publiques ou privées devant comporter une étude d'impact en application de l'article L.122-1 du code de l'environnement* » sous réserve de deux exceptions (les projets de création de ZAC et les projets temporaires de faible importance).

Pour déterminer si le projet envisagé est soumis à étude d'impact, il convient de se référer à l'article R.122-2 du code de l'environnement qui liste les projets de travaux, d'aménagements, d'ouvrages soumis à étude d'impact.

Celui-ci précise que la procédure de l'étude d'impact est applicable à la création de zones d'aménagement concerté lorsque l'opération crée une SHON supérieure ou égale à 40 000 mètres carrés ou dont le terrain d'assiette couvre une superficie supérieure ou égale à 10 hectares.

En l'espèce, le projet entrant dans ce champ, la maîtrise d'ouvrage est soumise à la procédure d'enquête environnementale, dans la mesure où le projet de ZAC « Six-Croix 2 » a fait l'objet d'une étude d'impact en application du code de l'environnement et de deux avis de l'autorité environnementale en conséquence.

Dans ces conditions, cette enquête publique est régie par le code de l'environnement.

Il n'en demeure pas moins, qu'en application de l'article L.123-12 du code de l'environnement, les pièces exigées au titre d'une enquête expropriation doivent être jointes au dossier d'enquête publique environnementale, c'est à dire :

« 1° Une notice explicative ;

2° le plan de situation ;

3° la plan général des travaux ;

4° Les caractéristiques principales des ouvrages les plus importants ;

5° L'appréciation sommaire des dépenses. »

Dans ces conditions, les textes applicables sont notamment :

La présente enquête publique relative à l'opération d'aménagement des Six croix 2 est régie par le Code de l'environnement, et plus particulièrement par ses articles L.123-1 à L.123-2 (champ d'application et objet), L.123-3 à L.123-19 (procédure et déroulement) et R.123-6 à R.123-46 (champ d'application, objet, procédure et déroulement).

Bien que la procédure de déclaration d'utilité publique soit également menée en vue de pouvoir recourir à l'expropriation, conformément aux dispositions de l'article L.110-1 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, « lorsque la déclaration d'utilité publique porte sur une opération susceptible d'affecter l'environnement relevant de l'article L. 123-2 du code de l'environnement, l'enquête qui lui est préalable est régie par les dispositions du chapitre III du titre II du livre Ier de ce code » (soit les articles L.123-1 et suivants du Code de l'environnement).

La déclaration d'utilité publique, demeure soumise aux articles L.122-1 et suivants du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

La réalisation de l'étude d'impact jointe au dossier soumis à la présente enquête publique (étude d'impact des projets de travaux, d'ouvrages et d'aménagements) est, pour sa part, régie par les articles L.122-1 à 122-3-5 et R122-1 à R.122-15 du Code de l'environnement.

Le projet étant, de plus, situé à proximité d'une zone Natura 2000, les articles L.414-1 et R.414-1 du Code de l'environnement s'appliquent également.

La mise en compatibilité du document d'urbanisme induite par ce projet est, quant à elle, régie par les articles L 153-14 à L 153-59 et R 153-14 et suivants du code de l'urbanisme.

Les dispositions applicables à l'opération au regard de son volet autorisation au titre de la loi sur l'eau sont prévues par les articles L.214-1 et suivants et R.214-6 et suivants du Code de l'environnement.

Enfin, l'opération d'aménagement des Six-Croix 2 relevant simultanément de plusieurs autorisations environnementales, celle-ci fait l'objet, au titre de l'expérimentation d'une autorisation environnementale unique pour les projets soumis à la loi sur l'eau pour les installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) soumis à autorisation.

Ce dossier unique est prévu par l'ordonnance n°2014-619 du 12 juin 2014 relative à l'expérimentation d'une autorisation unique pour les installations, ouvrages, travaux et activités soumis à une autorisation au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement ; et son décret d'application n°2014-751 du 1er juillet 2014.

La liste ci-après reprend les textes régissant ainsi la présente enquête et son insertion dans la procédure administrative :

1- Le code de l'environnement :

- Les articles L.122-1 à 122-3-5 et R122-1 à R.122-15 du Code de l'environnement, relatifs à l'étude d'impact jointe au présent dossier ;
- Les articles L123-1 à L123-2, concernant le champ d'application et l'objet des enquêtes publiques relatives aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement ;
- Les articles L123-3 à L123-19, concernant la procédure et déroulement des enquêtes publiques relatives aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement ;
- Les articles R123-1 à R123-46, concernant le champ d'application, l'objet, la procédure et le déroulement des enquêtes publiques relatives aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement ;
- Les articles L.214-1 et suivants et R.214-6 et suivants pour l'autorisation au titre de la Loi sur l'eau ;
- les articles L.414-1 et R.414-1 compte-tenu de la proximité d'une zone Natura 2000

2- Le code de l'expropriation :

- Les articles L110-1 et suivants relatifs à la déclaration d'utilité publique, les articles L121-1 et suivants, les articles L122-1 et suivants relatifs à la déclaration d'utilité publique ;
- Les articles R111-1 et suivants, R112-1 et suivants relatifs à l'enquête publique ;
- Les articles R121-1 et suivants relatifs à la déclaration d'utilité publique.

- L'ordonnance n°2014-619 du 12 juin 2014 relative à l'expérimentation d'une autorisation unique pour les installations, ouvrages, travaux et activités soumis à une autorisation au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement ;

- Son décret d'application n°2014-751 du 1er juillet 2014.

MENTION DES AUTRES AUTORISATIONS NECESSAIRES POUR REALISER LE PROJET

Aux termes de l'article R123-8 du code de l'environnement, il est notamment stipulé :

« Le dossier soumis à l'enquête publique comprend les pièces et avis exigés par les législations et réglementations applicables au projet, plan ou programme.

Le dossier comprend au moins :

[...]

6° La mention des autres autorisations nécessaires pour réaliser le projet, plan ou programme, en application du I de l'article L. 214-3, des articles L. 341-10 et L. 411-2 (4°) du code de l'environnement, ou des articles L. 311-1 et L. 312-1 du code forestier.

[...] »

11.1 Loi sur l'Eau

Conformément au Code de l'Environnement, notamment son article L 214-3, la présente opération d'aménagement est soumise à une autorisation au titre de la Loi sur l'Eau.

Documents associés :

- Dossier d'autorisation au titre de la loi sur l'eau objet de la pièce 4.1 du présent dossier unique.

11.2 Archéologie préventive

Dans le cadre du projet de ZAC Six Croix 2 à Donges, une demande volontaire de réalisation anticipée d'un diagnostic archéologique a été formulée par le concessionnaire auprès du Préfet en décembre 2012.

A la suite de cette sollicitation, les décisions suivantes ont été prises :

- Arrêté préfectoral n°24 en date du 15 janvier 2013 prescrivant la réalisation d'un diagnostic archéologique sur l'emprise du projet de parc d'activités pour les terrains sis au lieu-dit des « Six Croix à Donges.
- Arrêté préfectoral modificatif n°239 du 24 juin 2014 définissant les délais de saisine d'une opération d'archéologie préventive pour les terrains sis au lieu-dit des « Six Croix à Donges.
- Arrêté préfectoral n°240 en date du 24 juin 2014 portant prescription d'une opération d'archéologie préventive relative au projet de ZAC des Six Croix à Donges.

Les opérations de diagnostic ont donné lieu à un rapport de l'INRAP en date du 26 février 2015, à la suite duquel ont été prescrites des fouilles complémentaires.

- Arrêté préfectoral n°192 du 29 mai 2015 portant prescription d'une fouille archéologique préventive préalablement à la réalisation du projet de ZAC des Six Croix 2.
- Arrêté préfectoral modificatif n°192 en date du 13 mai 2016 portant modification de l'emprise de l'opération de fouilles archéologiques préventives.

Pour les terrains n'ayant pas encore fait l'objet de diagnostic archéologique, des demandes préalables auprès du Préfet devront être sollicitées.

Documents associés :

- Arrêté préfectoral n°192 en date du 29 mai 2015 portant prescription d'une fouille archéologique préventive préalablement à la réalisation du projet de ZAC des Six Croix 2.
- Arrêté préfectoral modificatif n°192 en date du 13 mai 2016 portant modification de l'emprise de l'opération de fouilles archéologiques préventives.



PREFET DE LA REGION PAYS DE LA LOIRE

**Arrêté portant prescription
d'une fouille préventive
(opération n°2015 -87)**

DIRECTION REGIONALE DES
AFFAIRES CULTURELLES

Service Régional de l'Archéologie

**LE PREFET DE LA REGION PAYS DE LA LOIRE,
PRÉFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE**

Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

VU le code du Patrimoine et notamment son livre V;

VU l'arrêté du 16 septembre 2004 portant définition des normes d'identification, d'inventaire, de classement et de conditionnement de la documentation scientifique et du mobilier issu des diagnostics et fouilles archéologiques ;

VU l'arrêté du 27 septembre 2004 portant définition des normes de contenu et de présentation des rapports d'opérations archéologiques ;

VU l'arrêté n°2014/SGAR/DRAC/123, du 20 juin 2014 de Monsieur Henri-Michel COMET, préfet de la région Pays-de-la-Loire, portant délégation de signature à Monsieur Louis BERGES, directeur régional des affaires culturelles des Pays de la Loire ;

VU l'arrêté n° 2014/DRAC/4 du 24 juin 2014, signé de monsieur Louis BERGES, directeur régional des affaires culturelles, portant subdélégation de signature administrative et financière ;

VU l'arrêté n°240 du 24 juin 2014 portant prescription d'une opération d'archéologie préventive concernant le projet de la ZAC des Six Croix par la CARENE ; pour le terrain sis au lieu-dit les Six Croix sur la commune de Donges (Loire-Atlantique) ;

VU le rapport de diagnostic réalisé par opérateur remis au préfet de région le 26 février 2015, faisant suite à l'arrêté n° 240 du 24 juin 2014 ;

VU l'avis de la Commission interrégionale de la recherche archéologique du 20 mai 2015 ;

VU le courrier du 7 avril 2015 reçu en préfecture de région le 15 avril 2015 de la CARENE confirmant son intention de réaliser la ZAC des Six Croix ;

CONSIDÉRANT que le diagnostic a donné lieu à la découverte de vestiges datables de la préhistoire récente (Néolithique moyen), de la protohistoire (Bronze final, 1^{er} âge du Fer, Tène finale), de l'Antiquité (Ier-IVe), du Moyen-Âge (XIe-XIIe et bas Moyen-Age) et de la période moderne, de la seconde guerre mondiale, incluant des vestiges de différents types de blockhaus participant de la protection des infrastructures portuaires placées le long de la Loire, entre Saint-Nazaire et Nantes ;

CONSIDÉRANT que les travaux projetés doivent être précédés d'une étude des vestiges par une fouille archéologique.

ARRETE
(n°192)

Article 1er

Une fouille archéologique préventive sera mise en œuvre préalablement à la réalisation du projet de ZAC des Six Croix, situé comme suit :

Région : **Pays-de-la-Loire**

Département : **Loire-Atlantique**

Commune : **DONGES**

Adresse / lieu – dit : « **Parc d'activité des Six Croix** »

cadastre : section **YN**, parcelles : **460**

YM, parcelles : **6, 11, 19, 83, 85, 92, 175, 180**

Propriétaire : l'opérateur prendra l'attache de l'aménageur pour connaître l'état des propriétés au moment des travaux.

et réalisé par l'aménageur suivant :

Nom : **M. David SAMZUN, CARENE**

Qualité : **Président**

La fouille préventive porte sur une superficie de **100000 m²** selon le plan de situation annexé au présent arrêté.

Article 2

La fouille prescrite à l'article 1er sera réalisée conformément au cahier des charges scientifiques annexé au présent arrêté, sous la maîtrise d'ouvrage de l'aménageur désigné au même article.

Sa réalisation peut être confiée à l'Institut national de recherches archéologiques préventives ou à un opérateur titulaire de l'agrément prévu par l'article R. 522-8 du code du patrimoine susvisé.

Cet agrément devra couvrir les périodes suivantes : Néolithique, Protohistoire, Antiquité, Moyen Age, périodes moderne et période contemporaine.

L'aménageur conclura avec l'opérateur un contrat comportant le projet scientifique d'intervention, lequel précisera les modalités de mises en œuvre des prescriptions énoncées par le cahier des charges scientifique précité.

Article 3

L'aménageur conclura avec l'opérateur un contrat comportant le projet scientifique d'intervention, lequel précisera les modalités de mises en œuvre des prescriptions énoncées par le cahier des charges scientifique précité conformément à l'article R.- 523-44 du code du patrimoine.

L'aménageur produira un dossier comprenant le contrat mentionné à l'article 2 du présent arrêté, le justificatif de l'agrément de l'opérateur et, le cas échéant, la déclaration sur l'honneur prévue à l'article R. 523-45 du code du patrimoine susvisé.

Conformément à l'article R. 523-46, le préfet de région dispose d'un délai de deux mois à compter de la réception du dossier transmis pour délivrer l'autorisation de fouilles ou la refuser en cas de non-conformité du projet soumis au cahier des charges scientifique. L'absence de décision notifiée dans le délai précité vaut refus de l'autorisation.

Article 4

L'opérateur est responsable de la bonne conservation du mobilier mis au jour. Il est tenu de remettre, au préfet de région, un rapport final en 8 exemplaires originaux paginés dont un non-relié, élaboré sous la direction du responsable d'opération désigné par le préfet et conforme à l'arrêté du 27 septembre 2004 susvisé.

Article 5 :

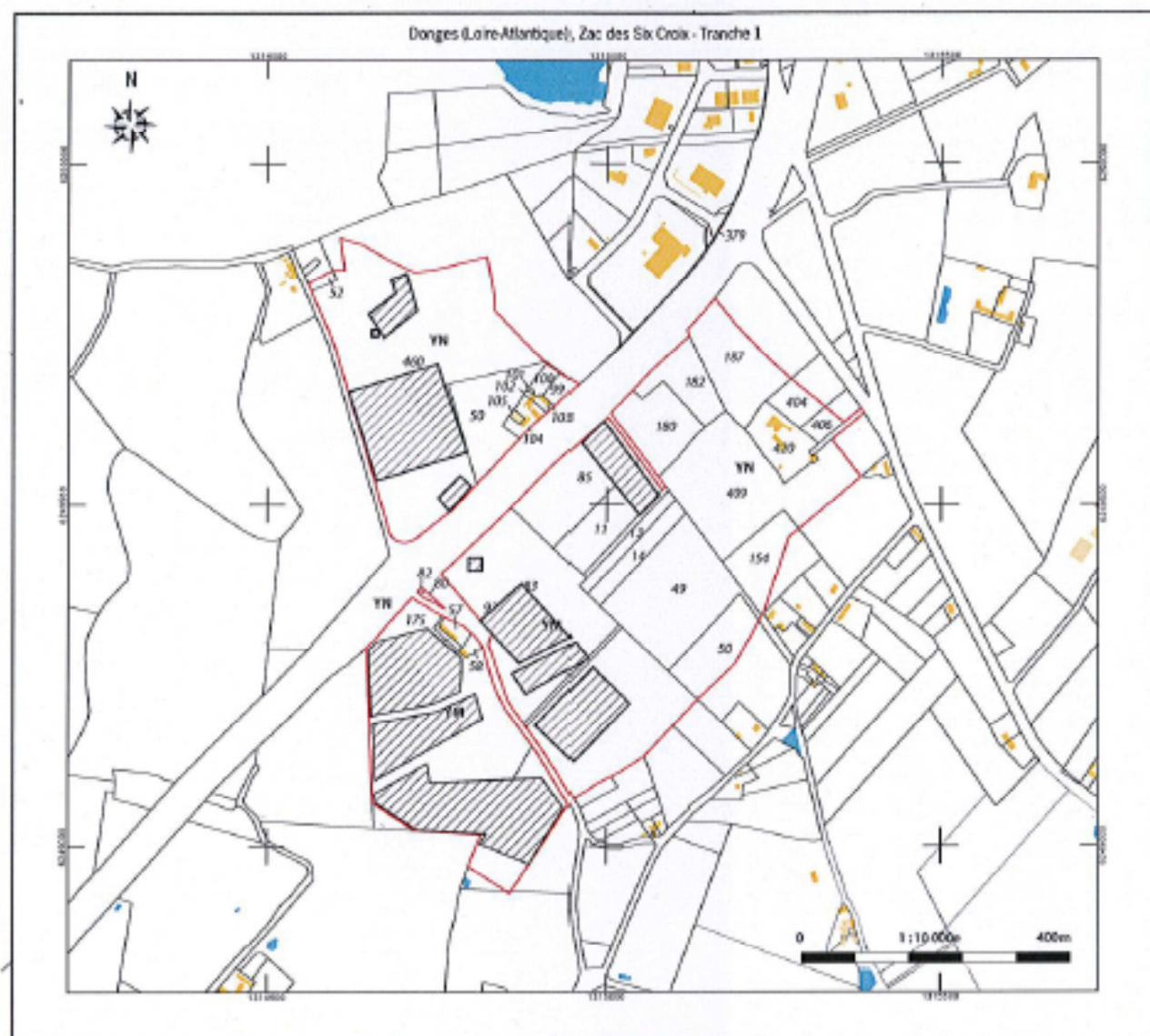
Le service régional de l'archéologie adressera l'inventaire, prévu à l'article 7-2 de l'arrêté du 27 septembre 2004, des vestiges archéologiques mobiliers recueillis au cours de la fouille, à la personne physique ou morale, propriétaire à la date de début de l'intervention archéologique du terrain visé à l'article 1er et informera celui-ci de ses droits.

Le mobilier archéologique ne pourra donner effectivement lieu au partage prévu par l'article L 523-14 du code du Patrimoine susvisé qu'au terme de son étude scientifique et après remise au service régional de l'archéologie, laquelle remise intervient au plus tard deux ans après l'achèvement de la phase de terrain de la fouille. La prise de données, le rapport et les archives de l'opération seront organisées conformément aux arrêtés du 16 et du 27 septembre 2004 susvisés et aux recommandations du service régional de l'archéologie des Pays-de-la-Loire émises à l'attention des responsables d'opérations archéologiques.

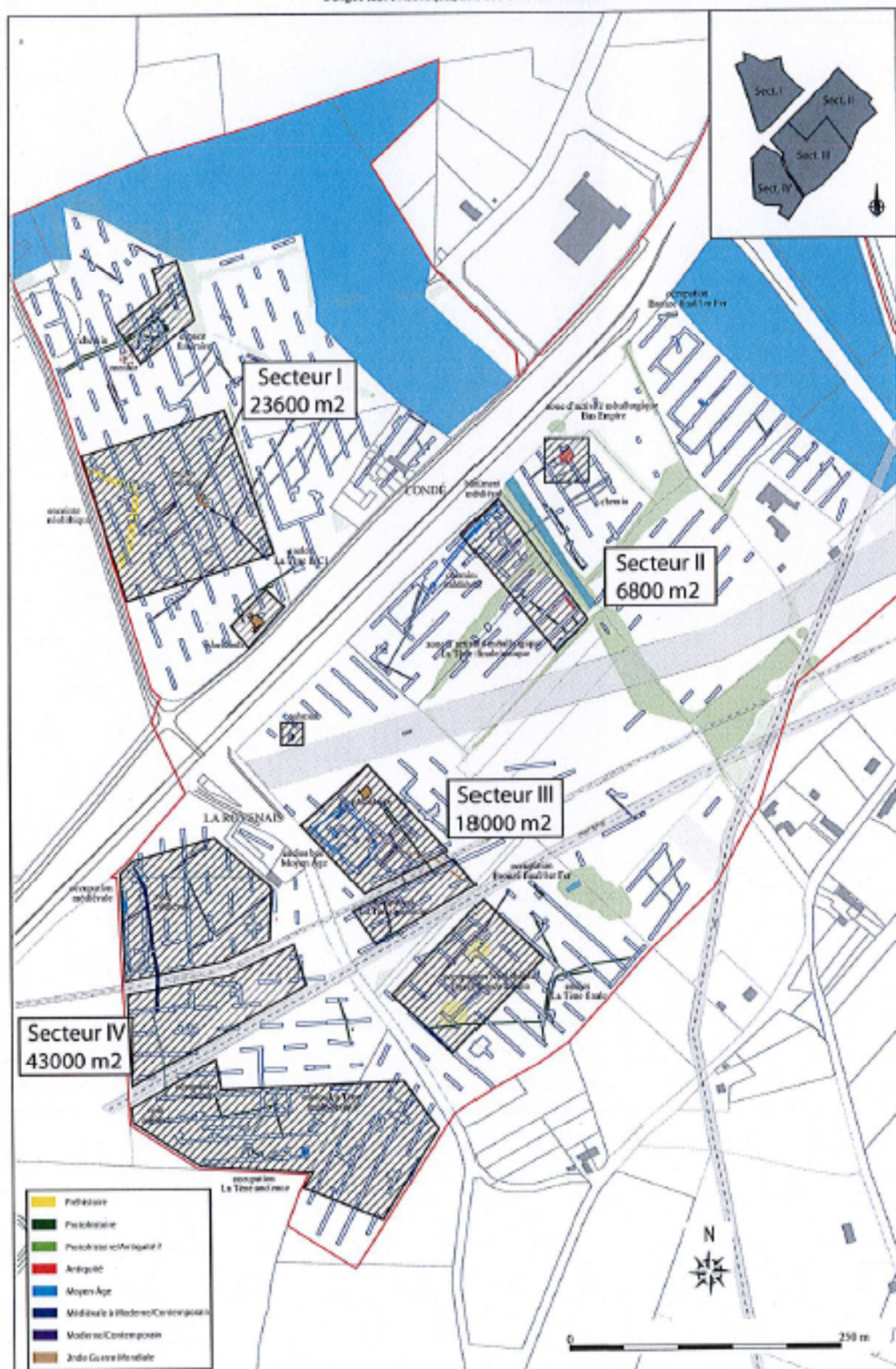
Article 6 : Le directeur régional des affaires culturelles est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. David SAMZUN CARENE, 4, avenue du Commandant l'Herminier, 44605 Saint-Nazaire cedex.

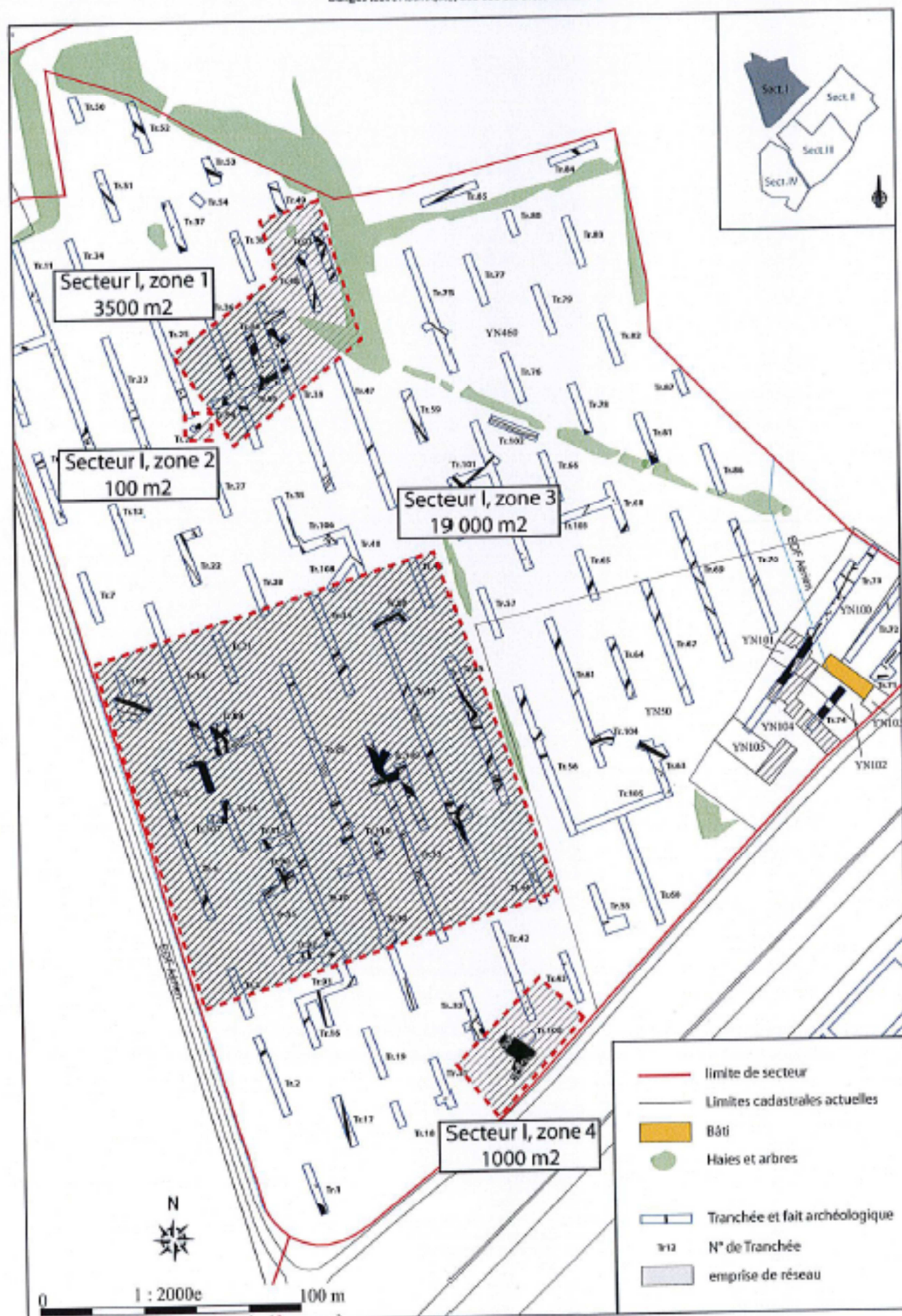
Fait à Nantes, le 29 mai 2015


Le Conservateur Régional
de l'Archéologie

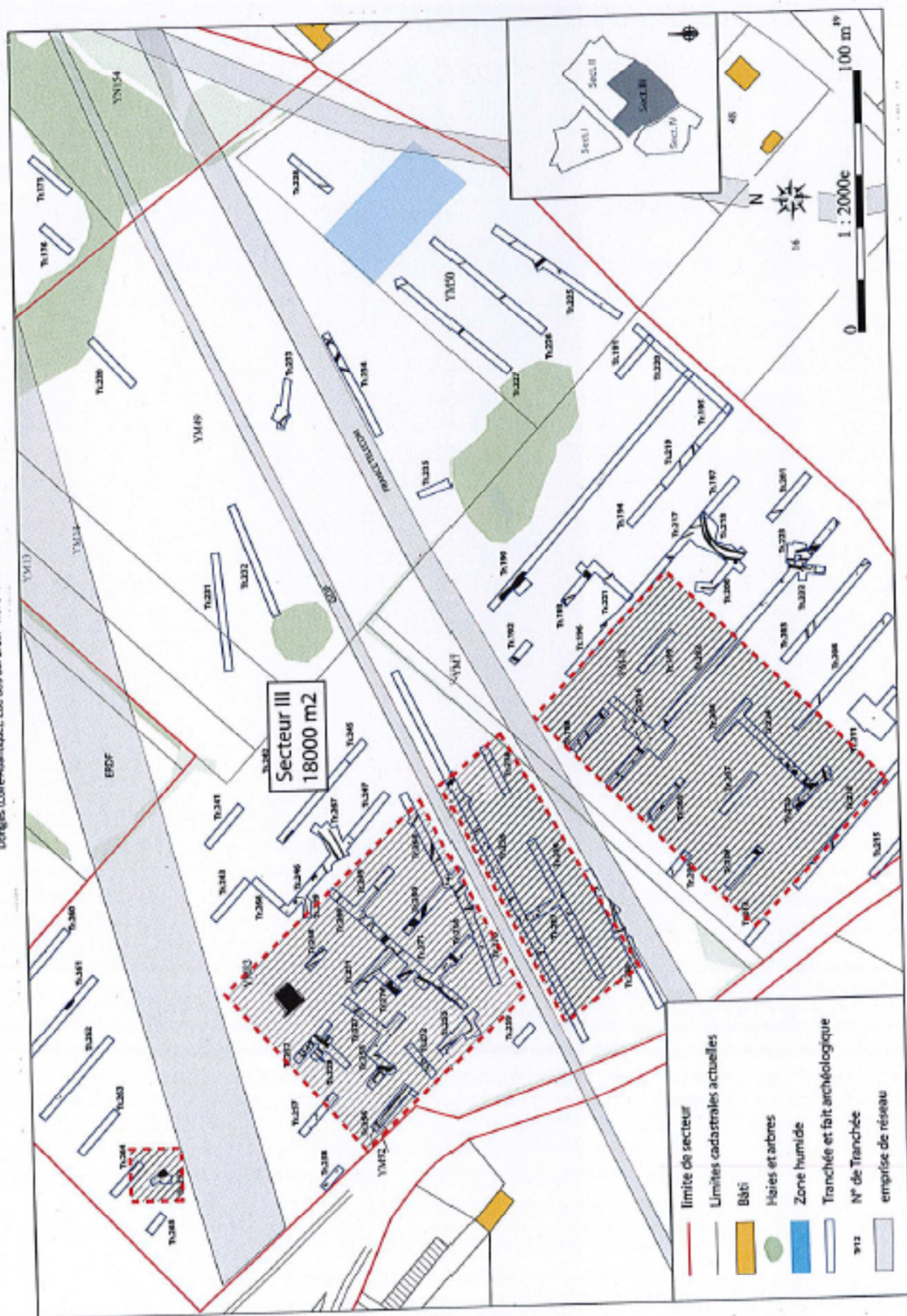


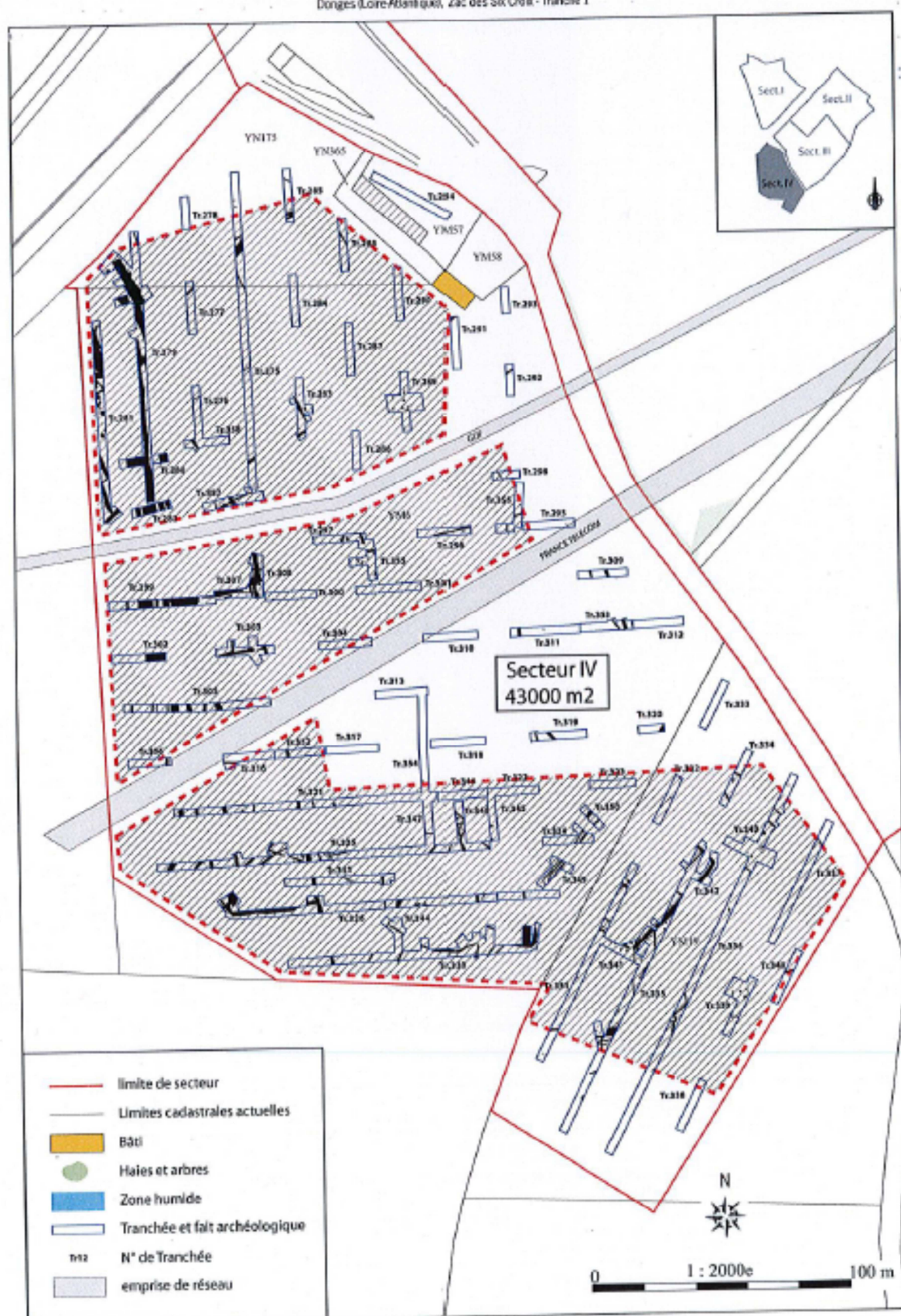
Plan synthétique des sections de hautes sur coteles





Localisation du secteur I, zones 1, 2, 3 et 4 (surfaces indicatives).





Localisation du secteur IV.

**Annexe à l'arrêté n°192 du 29 mai 2015
Opération n°2015-87**

**Cahier des charges pour une fouille
Commune de DONGES (44)
« ZAC des six Croix – Tranche 1 »**

Référence :

Rapport de diagnostic archéologique : DONGES (44) « ZAC des six Croix – Tranche 1 » par M. Antoine Le Boulair, INRAP, reçu le 26 février 2015 au Service régional d'archéologie des Pays de la Loire.

1 - Présentation générale :

Le diagnostic réalisé au nord de la commune de DONGES (44) au lieu dit « ZAC des six Croix – Tranche 1 » a été mené d'août à novembre 2014 sous la direction de M. Antoine Le Boulair (INRAP). D'une surface de 39 ha, il a donné lieu à l'ouverture de 358 tranchées réparties sur quatre secteurs implantés de part et d'autre de la D100, soit une surface ouverte de 29 995 m². Il a donné lieu à la découverte de 1251 faits essentiellement composés de fossés, fosses et trous de poteau datables de toutes périodes, de la préhistoire récente (Néolithique moyen), de la protohistoire (Bronze final, 1^{er} âge du Fer, Tène finale), de l'Antiquité (I^{er}-IV^e), du Moyen-Âge (XI^e-XIII^e et bas Moyen-Âge) et de la période moderne. Des structures défensives datables de la seconde guerre mondiale, incluant des vestiges de différents types de blockhaus, ont également été mis au jour. Ces découvertes semblent confirmer la présence de la position Nz39 participant de la protection des infrastructures portuaires placées le long de la Loire, entre Saint-Nazaire et Nantes.

La Préhistoire.

Les vestiges attribués à la Préhistoire se retrouvent sur une partie de la parcelle YN460 (secteur 1) et une partie de la parcelle YM18 (secteur 3).

Les investigations réalisées à l'ouest de la parcelle YN460 ont permis de mettre en évidence l'angle d'une enceinte accompagnée par une tranchée de palissade. Sa largeur varie entre 1,40 m au nord (F.89.6), 1,60 m au sud (F.6.5) et 2,50 m dans la tranchée Tr.14 (F.14.1), pour une profondeur d'une trentaine de centimètres. Une grande dalle de gneiss de 0,80 m de long et des blocs erratiques pourrait ici indiquer la présence d'un talus armé, installé à l'ouest du fossé. Le mobilier récolté est relativement abondant et essentiellement représenté par des fragments de céramique néolithique accompagnés par quelques pièces lithiques. Un deuxième ensemble de structures à pierres chauffées a également été découvert au nord du même secteur, à l'intérieur d'un enclos funéraire protohistorique.

Le diagnostic a également concerné un menhir haut de 3,30 m (hors-sol) conservé dans la même parcelle YN460, mégalithe publié (Ters *et al.* 1978) et inventorié à la carte archéologique sous le numéro d'entité EA 44 052 0004. Suivant la typologie Sellier, il est possible de classer ce mégalithe parmi les blocs à encoche périphérique et piédestal, unilatérale, de type 5c (Sellier 1995, Boujot 2008, Hinguant *et al.* 2008). Dans le cadre du diagnostic, les investigations sur ce monument se sont limitées à un sondage manuel d'une surface de 4 m², positionné à l'angle ouest. Les coupes stratigraphiques relevées au nord-est et au sud-ouest du sondage n'ont pas permis de mettre en évidence une

structure d'accueil du monolithe qui semble poser directement sur le substratum gneissique.

Dans le secteur 3, Une série de tranchées implantées dans la partie occidentale de la parcelle YM18 a permis de mettre au jour deux ensembles attribuables à la fin de la Préhistoire ou au début de la Protohistoire. Signalons également que quelques tessons de facture identique ont été trouvés hors structure dans la tranchée 196.

La Protohistoire.

Les vestiges attribués à la Protohistoire se retrouvent sur quasiment l'ensemble des quatre secteurs sondés.

La Protohistoire la plus ancienne identifiée sur ce secteur provient de l'enclos E35 orienté nord-ouest/sud-est d'une surface minimale de 578 m² (secteur 1, parcelle YN460 et une partie de la parcelle YN50). L'unique élément de datation provient du décapage du segment 59.3 où un tesson rattaché à la protohistoire ancienne fut ramassé. Au cours du 1^{er} âge du fer, deux enclos quadrangulaires (E17 et E18) situés le long d'un chemin (E15/E16) matérialisent un espace à vocation funéraire. Enfin, une portion d'enclos (E3) repérée au sud de l'emprise du secteur 1 et en partie recouverte par les remblais d'un *blockhaus* de la seconde Guerre Mondiale témoigne d'une occupation laténienne. Un ensemble de trous de poteau a été observé à proximité de cette portion d'enclos. Les autres éléments pouvant participer à cet horizon ancien de la Protohistoire proviennent de structures isolées (vase 30.4) ou de ramassage sans contexte stratigraphique clair (tranchées 3, 20, 47). Un vase quasi complet a été découvert au sein d'une fosse circulaire d'un diamètre de 0,50 m visible sous 0,50 m de terre végétale. D'une profondeur de 0,30 m, celle-ci a des bords sub-verticaux et un fond plat. Il s'est avéré à la fouille en laboratoire qu'aucun élément soulignant une vocation funéraire (résidus de crémation) ou de stockage de denrées (graines) n'a été identifié. D'un point de vue chronologique, ce grand vase tronconique à fond plat de 40 cm de diamètre est dépourvu de critère typologique. L'étude de la pâte évoque cependant des productions protohistoriques anciennes. Directement situés au nord des enclos, les fossés E15 et E16 correspondent aux traces d'un chemin observable sur 135 m.

Les enclos E17 et E18 sont situés dans la moitié nord du secteur 1 à quelques mètres du menhir de Condé. Il s'agit de deux enclos quadrangulaires d'une quinzaine de mètres de côté. Situé en limite sud de la parcelle YN460, l'enclos E3 a été observé sur une longueur de 43 m pour la façade nord et de 7 m sur le flanc ouest (300 m²).

La partie sud-est du secteur 2 a livré une telle quantité de scories que l'on peut indéniablement estimer que cette zone était vouée à une activité métallurgique autre que de la simple réparation (Parcelles YN12, 13, 14, 85). L'examen des déchets récoltés évoque un travail de transformation et/ou d'élaboration du métal en post réduction (épuration, affinage ou forge). Les scories sont en outre associées à des fragments de parois scorifiées et vitrifiées caractéristiques de ce type d'activité métallurgique et à un relativement abondant mobilier céramique parmi lequel figurent de nombreux tessons d'amphores italiques.

Dans le secteur 3, les traces d'occupation protohistoriques les plus significatives datent de la Tène finale (parcelle YM18). L'angle d'un enclos se poursuivant hors emprise du côté sud-est semble être associé à un système de fossés de parcellaire.

L'ensemble le plus marquant du secteur 4 est un enclos quadrangulaire datable de la Tène finale début de l'Antiquité, d'environ 50 m de côté, légèrement trapézoïdal est implanté selon une orientation NO/SE-NE/SO, couvrant ainsi une surface avoisinant 2500 m² (Parcelles YM6 et YM19).

L'Antiquité

Outre une petite zone d'activité métallurgique repéré dans le secteur 2, les vestiges attribués à l'Antiquité se retrouvent principalement dans les secteurs 1 et 4.

L'occupation antique du secteur 1 se situe essentiellement au centre de la parcelle YN460. Elle se compose d'un enclos central de forme rectangulaire (E8-9-10) observé sur l'intégralité de sa surface et bordé à l'ouest par un fossé légèrement courbe (E1) se prolongeant vers le sud-ouest hors des limites du secteur. Des tronçons de fossés repérés à divers endroits du secteur permettent d'envisager la mise en place d'un parcellaire bien plus vaste. Les contours de l'enclos central ont nettement été appréhendés sur une surface globale de 4500 m² (90m sur 50m). De forme rectangulaire, il est orienté selon un axe sud-ouest/nord-est. Le mobilier extrait des structures sondées s'inscrit entre la fin du I^{er} siècle et le début du III^e siècle. Extérieure à l'enclos mais à une dizaine de mètres à l'ouest de cette zone, une carrière a été mise en évidence. Observée sur 13 m de long et 8 m de large, elle apparaît à 0,60 m sous le niveau de sol actuel.

Une zone dévolue à l'activité métallurgique, matérialisée par l'ensemble E62, a été mise en évidence au nord du secteur 2, du côté oriental du thalweg (parcelles YN 180, 182). Parmi les diverses structures fossoyées attribuables à cette activité, on relève notamment une probable tranchée de palissade (destinée à protéger les artisans des vents de dominant ?) et surtout un bas-foyer. À l'instar de la zone métallurgique de l'âge du Fer, les nombreuses scories accompagnées de battitures recueillies lors du diagnostic confirment ici aussi un travail d'épuration, de transformation ou de forge. À défaut de mobilier datant, une datation par radiocarbone révèle que cette activité remonte au Bas-Empire. Il convient de souligner que non seulement cette période historique demeure très mal représentée, notamment dans les Pays de la Loire, mais qu'en outre de telles activités déjà peu fouillées pour d'autres époques le sont d'autant moins pour celle-ci.

Dans le secteur 4, une voie a pu être observée sur environ 150 m et présente une bande de roulement de 5 m au plus large, constituée de cailloutis de quartz (parcelle YM6). Les fossés bordiers, distants de 5 à 10 m l'un de l'autre, offrent des profils en U évasé atteignant environ 2 m de largeur maximale et 0,50 m de profondeur. La coupe effectuée dans la tranchée 282 révèle également de nombreuses reprises dans leurs creusements. Cet axe viaire pourrait confirmer l'existence d'un point stratégique installé en bordure de Loire, qu'il s'agisse d'une zone portuaire et/ou de franchissement du fleuve. La voie mise au jour sur l'emprise diagnostiquée pourrait constituer la liaison entre ce lieu et la voie principale desservant Nantes à la presqu'île de Guérande, dont l'axe supposé se situe à quelques centaines de mètres plus au nord. Comme en témoignent les structures et le mobilier associé, une occupation semble s'être développée durant le Haut Empire sur la bordure orientale de cette voirie.

Le Moyen Age et la période moderne

Les vestiges attribués au Moyen Age et à la période moderne, se répartissent de manière inégale sur l'ensemble de la surface du projet d'aménagement.

La ferme de Condé située au sud-est du secteur 1 (parcelles YN99, 100, 101, 102, 103, 104, 105) semble être construite à la fin du Moyen-Âge ou au début de l'époque moderne.

Les vestiges d'un bâtiment à fondations de pierres a été identifié au nord du secteur 2, dans la parcelle YN85. Seule une substruction en abside accolée à une portion rectiligne semble être conservée à côté d'un chemin d'origine médiéval. Les niveaux des alentours ont livré du mobilier céramique datant du bas Moyen-Age.

Dans le secteur 3 (parcelle YM83), un enclos rectangulaire mesurant environ 35 m de large par 50 m de long se compose des ensembles E91/E92 (façade sud-ouest), E93 (façade sud-est), E94 (façade nord-est) et E95 (façade nord-est). Les coupes relevées montrent que tous ces fossés ont été creusés essentiellement dans les limons et n'ont que peu entamé le substrat. Les comblements ont livré du mobilier céramique attribuable au bas Moyen Age.

Près de l'angle ouest de l'enclos médiéval et à l'intérieur de ce dernier, la tranchée 253 a révélé la présence de vestiges de substructions. La mieux conservée est matérialisée par une fondation de 4,50 m de long et de 0,60 m de large, composée de blocs de gneiss et d'orientation NO/SE. À chaque extrémité, des alignements de blocs disposés perpendiculairement paraissent constituer les restes de probables retours qui seraient moins bien conservés.

Dans le secteur 4, les traces d'occupation médiévale revêtent ici un caractère particulier et doivent être reliées avec les vestiges d'enclos découverts dans le secteur 3. En effet, outre un chemin creux reprenant à quelques mètres de décalage l'axe de la voie antique, les vestiges médiévaux se concentrent particulièrement autour de l'ancienne ferme de la Rovenais (Parcelle YM6). La présence d'un lot de céramique des XIe-XIIIe siècle dans un niveau malheureusement mal cerné au diagnostic pourrait indiquer une implantation médiévale relativement précoce sur les lieux ou à proximité. La quantité et la qualité du mobilier céramique datable des XIVe-XVe siècle pourraient induire que la Rovenais était peut-être au Bas Moyen Âge un manoir devenu par la suite, comme de nombreux exemples connus, une simple métairie (parcelles YM57, 58, 365).

Les vestiges de la seconde guerre mondiale

Les vestiges attribués à la seconde guerre mondiale ont été identifiés dans le secteur 1 et dans le secteur 3.

Localisé au sud de la parcelle YN460, le *blockhaus* du secteur 1 relève du type R648 (*Stand mit 1 Einschartenturm*) comportant un bloc principal (local des troupes), une cloche blindée et un *tobrouk*. L'ensemble de l'édifice de béton et d'acier occupe une longueur maximale de 14 m et une largeur comprise entre 7 m (bloc principal) et 14 m en incluant le couloir d'accès. Ce *blockhaus* intègre la catégorie des ouvrages dit « actifs » c'est-à-dire les ouvrages armés destinés à défendre une position contrairement aux ouvrages dits « passifs » employés pour le commandement, cantonnement des troupes, les transmissions ou le stockage du matériel. Cet ouvrage du Mur de l'Atlantique est à mettre en relation avec les autres bunkers rencontrés sur le secteur 3 et participant d'un programme de défense destiné à protéger les infrastructures stratégiques disposées le long de l'estuaire de la Loire.

Dans le secteur 3, les vestiges de cette période sont illustrés par la présence d'un *blockhaus* et la re-découverte d'un *tobrouk* sur la parcelle YM83. Les tranchées

implantées au sud du *blockhaus* ont aussi permis de mettre en évidence des tranchées de liaisons entre ces différents ouvrages bétonnés.

2 – Objectif :

Objectifs scientifiques

La Préhistoire

La fouille des vestiges préhistoriques aura pour objectif, après décapage, l'étude exhaustive des structures en creux mises au jour et de leur environnement immédiats. En l'état des connaissances, le bout d'enclos mise au jour dans le secteur 1 peut être interprété comme les limites d'un habitat fondé sur poteaux de bois. La présence d'un mégalithe dans la même parcelle pourrait indiquer la présence d'une zone à vocation funéraire à proximité. L'objectif de la fouille sera donc plus généralement de mettre au jour toutes les structures conservées (fosses, trous de poteau, foyers, sépultures....) et de mettre en oeuvre tous les moyens nécessaires à leur étude et leur interprétation dans le contexte régional et interrégional (fouille manuelle, tamisage, relevés, prélèvements, analyses...).

La Protohistoire

La fouille des vestiges protohistoriques aura pour objectif d'identifier la forme, la fonction et la datation de chacun des vestiges (enclos, habitat, zones artisanales, zones funéraires, voiries, parcellaire...), qui devront être replacés dans leur contexte chronologique et topographique. Sur la surface impartie, la fouille des bâtiments et aménagements devra être exhaustive et tous les moyens nécessaires à leur étude et leur interprétation dans le contexte régional et interrégional devront être mis en oeuvre (fouille manuelle, tamisage, relevés, prélèvements, analyses...). Les fossés devront faire notamment l'objet des sondages nécessaires à la compréhension de leur fonctionnement et de la chronologie relative des recoupements de structures.

En l'absence de mobilier céramique, les occupations non synchrones éventuellement identifiées à l'extérieur des zones d'habitat bien datées, devront faire l'objet de datations par radiocarbone.

En ce qui concerne l'espace funéraire, il importera de caractériser la forme des enclos, la forme des fossés et leur dynamique de remplissage, la présence d'un tertre, la présence d'inhumations et d'incinérations. Il sera nécessaire d'établir la chronologie relative des enclos entre eux et d'identifier en dehors des enclos eux-même, d'autres structures quelles soient funéraires, cultuelles ou autres. Une fouille minutieuse devra être réalisée en regard des problématiques de la recherche sur ce type d'occupation et une méthodologie particulière de la fouille devra être mise en oeuvre.

L'Antiquité

La fouille des vestiges antique aura pour objectif d'identifier la forme, la fonction et la datation de chacun des vestiges (enclos, habitat, zones artisanales, voiries, parcellaire...), qui devront être replacés dans leur contexte chronologique et topographique. Sur la surface impartie, la fouille des bâtiments et aménagements devra être exhaustive et tous les moyens nécessaires à leur étude et leur interprétation dans le contexte régional et

interrégional devront être mis en œuvre (fouille manuelle, tamisage, relevés, prélèvements, analyses...). Les fossés devront faire notamment l'objet des sondages nécessaires à la compréhension de leur fonctionnement et de la chronologie relative des recoupements de structures.

En l'absence de mobilier céramique, les occupations non synchrones éventuellement identifiées à l'extérieur des zones d'habitat bien datées, devront faire l'objet de datations par radiocarbone.

Le Moyen-Age et la période moderne

La fouille des vestiges médiévaux et modernes aura pour objectif d'identifier la forme, la fonction et la datation de chacun des vestiges (enclos, habitat, bâtiments, zones artisanales, voiries, parcellaire...), qui devront être replacés dans leur contexte chronologique et topographique. Sur la surface impartie, la fouille des bâtiments et aménagements devra être exhaustive et tous les moyens nécessaires à leur étude et leur interprétation dans le contexte régional et interrégional devront être mis en œuvre (fouille manuelle, tamisage, relevés, prélèvements, analyses...). Les fossés devront faire notamment l'objet des sondages nécessaires à la compréhension de leur fonctionnement et de la chronologie relative des recoupements de structures.

En l'absence de mobilier céramique, les occupations non synchrones éventuellement identifiées à l'extérieur des zones d'habitat bien datées, devront faire l'objet de datations par radiocarbone.

La seconde guerre mondiale

L'étude des vestiges des fortifications allemandes de la commune de Donges devra intégrer une approche documentaire et être mise en relation avec la connaissance de ce type de fortifications le long du mur de l'Atlantique, notamment dans la poche de Saint-Nazaire. L'objectif scientifique principal sera la compréhension topographique, technique et fonctionnelle des trois types de Blockaus repérés sur le terrain. Les résultats devront être replacés dans leur contexte historique à l'échelle du secteur de l'estuaire de la Loire, de Nantes à Saint-Nazaire.

Objectifs techniques :

Emprise de la fouille : Environ 100 000 m² (voir plans en annexe)

Compte tenu de l'importance, de la densité et de la chronologie des vestiges, une fouille préventive est envisagée sur sept zones spécifiques réparties sur quatre grands secteurs du diagnostic (I, II, III et IV), totalisant une surface d'environ 100 000 m².

Secteur I : Situé au nord de la ZAC, la première zone de fouille d'une surface de 3500 m², englobe les deux enclos funéraires ainsi qu'une section du chemin datables de l'âge du Fer. La seconde zone est implantée à proximité immédiate autour du menhir de Condé, monument néolithique de 3 m de haut actuellement non protégé au titre des MH et situé en pleine emprise d'une future zone de stockage de matériaux. La fouille partielle du site sur une petite fenêtre de 100 m² et la conservation du mégalithe *in situ* après son classement au titre des MH est préconisée.

La troisième zone de fouille du secteur I, d'une surface de 19 000 m², est positionnée sur l'enceinte néolithique et englobe du même coup les foyers à pierres chauffées. Elle prend également en compte le parcellaire antique et médiéval qui borde le site préhistorique. Par ailleurs, compte tenu de l'aspect novateur de la recherche archéologique portant sur les vestiges matériels de la seconde guerre mondiale dans la poche de Saint-Nazaire et afin de documenter une histoire mémorielle encore très présente dans les communes du pays nazairien (la base sous marine, l'hôpital militaire allemand à Saint-Nazaire, la zone de défense de l'Atlantique, le camp de prisonnier fouillé à Savenay), une quatrième zone de fouille a été prescrite sur une petite surface de 1000 m², centrée autour d'un blockhaus à cloche (dégagement, fouille et négociation pour une éventuelle conservation). Son étude interviendra en complément de la fouille des deux autres petits blockhaus identifiés dans le secteur 3.

Secteur II : Ce deuxième secteur, d'une surface totale de 6800 m², aura pour but d'étudier les différentes zones d'activité métallurgique protohistoriques et antiques.

Secteur III : Ce troisième secteur de fouille, d'une surface totale de 18000 m², aura pour objectif de mettre l'accent sur l'enceinte médiévale et ses abords, de manière assez large pour cerner les fossés qui lui sont contemporains ou postérieurs et cela jusqu'à la zone néolithique au sud-est du secteur. Les vestiges La Tène ancienne seront du coup également étudiés. Elle intègre également les deux plus petits blockhaus de la seconde guerre mondiale associés au plus gros situé dans le secteur I.

Secteur IV : Ce quatrième secteur de fouille, de 43 000 m² mettra l'accent sur les chemins et sur les parcelles antiques et médiévales identifiés le long de sa limite ouest. Une zone de fouille sera également implantée sur l'enclos complet de la Tène finale.

3 - Principes méthodologiques et techniques de l'intervention

- L'intervention sur le terrain consistera, dans un premier temps à la mise au jour des vestiges sur les secteurs déterminés sur les plans ci-joints (soit environ 100 000 m²) afin d'atteindre les niveaux archéologiques. Ce travail sera réalisé sous le contrôle de l'équipe archéologique chargée de la fouille. Le décapage devra être réalisé avec une attention particulière, par passes successives mesurées, notamment dans les secteurs identifiés comme sensible suite au diagnostic. Les structures sont peu profondes et identifiées immédiatement sous la terre végétale. Un sur-décapage entraînerait une perte de donnée importante, aussi l'approche mécanique des vestiges doit-elle être particulièrement délicate, réalisée par un conducteur d'engin compétent sous le contrôle et la direction d'un archéologue au fait de ce genre d'approche).
- Les vestiges en creux (fosses, trous de poteaux) seront fouillés manuellement afin de tenter de déterminer le plan des diverses structures (bâtiments et autres), leurs fonctions et datations. Une approche mécanisée délicate et bien maîtrisée pourra être entreprise pour fouiller les fossés et dégager des niveaux préalablement bien identifiés, notamment pour l'approche des vestiges liés à la seconde guerre mondiale (niveaux de démolition, maçonneries, sols, etc.).
- Dans le cadre des relevés de structures particulièrement pertinentes (Blockhaus), des acquisitions 3D par laser ou par photogrammétrie pourront être utilisés afin de

faciliter les relevés de terrain. Dans ce cas, les méthodes et techniques envisagées devront être décrites précisément dans le projet scientifique de l'opérateur, l'estimation de la qualité des mesures devra être estimée précisément.

- Un tamisage visant à collecter du mobilier discret pourra être mis en œuvre au sein de certaines structures sur décision et expertise du responsable de l'opération. Le matériel permettant cette approche devra être prévu.
- Un relevé précis des structures rencontrées sera effectué par un topographe/géomètre. Les références altimétriques seront obligatoirement raccordées au système NGF actuellement en vigueur. Il sera complété par des relevés détaillés (plans et coupes à des échelles commodes) et des photographies de chaque structure au fur et à mesure de l'avancement de la fouille, photographies qui devront être d'une définition suffisante pour supporter une éventuelle publication.
- Si nécessaire, seront réalisés tous prélèvements utiles pour l'approche paléo-environnementale et archéologique (sédimentologie, palynologie, carpologie, anthracologie, phosphates, etc.) ainsi que des prélèvements de bois, charbon de bois, de mobilier osseux, dans le respect des protocoles nécessaires pour effectuer les analyses ultérieures et les mesures d'âge radiocarbone et/ou dendrochronologique.
- Une attention particulière sera portée au calage chronologique du mobilier et des structures rencontrées. Une provision de dates 14C est à prévoir.
- Le traitement (lavage, marquage, inventaire, conditionnement, isolation..) et l'étude du mobilier devront être impérativement réalisés au fur et à mesure de l'avancement de la fouille sur le terrain.
- Des procédures de conservation préventive devront être mises en œuvre dès la phase de terrain, notamment pour le mobilier métallique et organique.
- L'étude de la céramique devra non seulement se baser sur des références publiées mais également aborder les lots de mobilier sous la forme d'assemblages significatifs et de comparaison entre ces assemblages et ceux connus par ailleurs.
- Le mode d'enregistrement, de traitement et d'exploitation des données stratigraphiques y compris du mobilier devra faire l'objet d'une présentation détaillée et argumentée dans le projet scientifique.
- L'opérateur proposera un protocole de tri et de traitement du mobilier pour identification et étude comprenant les mesures conservatoires éventuellement nécessaires. A cet effet il fera appel, en tant que de besoin, à la participation de spécialistes ou de laboratoires compétents pour le prélèvement, le traitement et l'étude du mobilier issu de la fouille. Une fiche de suivi indiquant le mode de traitement et la position des objets sera attachée à chacun d'entre eux. La DRAC – SRA sera informée de tout mouvement du mobilier.

Études particulières à réaliser

- Considérant la chronologie des terrains abordés lors de la fouille, l'étude typochronologique du mobilier devra mobiliser les compétences et l'expérience d'un ou de céramologues compétents pour chacune des périodes concernées. L'étude de la céramique devra être menée en partie pendant l'opération de terrain afin de permettre d'alimenter la stratégie de fouille. La céramique devra faire l'objet d'une étude techno-morphologique et s'inscrire dans les problématiques de recherche sur ce type de mobilier dans l'ouest de la France. La méthode d'étude devra être explicite et s'appuyer sur des référentiels publiés.
- Une étude documentaire importante est à mener préalablement à la phase de terrain afin de faciliter celle-ci, et en post-fouille afin d'éclairer les contextes médiéval, moderne et contemporain (seconde guerre mondiale). Ces recherches doivent être centrées sur l'acquisition de données à même de documenter les vestiges archéologiques identifiées sur le terrain.

4 - Qualification des intervenants

4.1 - Qualifications du responsable scientifique

Le responsable de l'opération devra être un(e) **archéologue expérimenté(e)** dans la coordination d'opérations préventives de grandes surfaces, ayant une très bonne connaissance de fouille des structures découvertes en milieu rural (fosses, fossés, trous de poteaux...). Compte-tenu de la grande densité de vestiges protohistoriques sur le terrain, il pourra s'attacher à l'étude plus particulière de cette période aux côtés des trois autres responsables de secteurs préhistorien, antiquisant et médiéviste. Il devra par ailleurs être accompagné d'un céramologue connaissant très bien les productions céramiques de l'époque Protohistorique de l'Ouest de la France.

4.2 - Qualification des spécialistes nécessaires à l'opération sur le terrain et en post-fouille

1 responsable « de secteur » préhistoire : le responsable de l'opération devra s'adjoindre les compétences d'un(e) archéologue préhistorien ayant une très bonne expérience des vestiges du Néolithique. Le responsable de secteur sera ainsi en charge de la rédaction du rapport et de l'étude des vestiges pour ce qui concerne sa période. Il devra être accompagné d'un céramologue connaissant très bien les productions céramiques de l'époque Néolithique de l'Ouest de la France.

1 responsable « de secteur » antiquité : le responsable de l'opération devra s'adjoindre les compétences d'un(e) archéologue antiquisant ayant une très bonne expérience des vestiges ruraux et artisanaux. Le responsable de secteur sera ainsi en charge de la rédaction de la partie du rapport le concernant. Il devra être accompagné d'un céramologue connaissant très bien les productions céramiques de l'époque Antique de l'Ouest de la France.

1 responsable « de secteur » médiéval et moderne : le responsable de l'opération devra s'adjoindre les compétences d'un(e) archéologue médiéviste et moderne ayant une très bonne expérience des vestiges ruraux et artisanaux. Le responsable de secteur sera ainsi en charge de la rédaction de la partie du rapport le concernant. Il devra être accompagné d'un céramologue connaissant très bien les productions céramiques de l'époque

médiévale et moderne dans l'Ouest de la France. Il travaillera en bonne entente avec le chargé d'étude documentaire afin de replacer ses résultats dans leur contexte historique local. Il assistera par ailleurs ce dernier dans la fouille des structures fortifiées de la seconde guerre mondiale, en respectant les normes de sécurité en vigueur pour tout ce qui concerne la découverte et le maniement du mobilier de guerre.

1 chargé d'étude documentaire : un(e) historien connaissant très bien les fonds d'archives contemporains et plus particulièrement ceux associés à la seconde guerre mondiale. Certaines compétences en langues étrangères (allemand, anglais) peuvent être requises.

Si le responsable de l'opération ne possède pas de compétences dans l'étude du mobilier de la seconde guerre mondiale, un ou des spécialistes compétents devront lui être adjoints.

5 - Mobilier et archives de fouilles

Le conditionnement des archives de fouilles et plus particulièrement du mobilier archéologique devra être en conformité avec les prescriptions établies. Il conviendra en outre d'assurer par tout moyen, si nécessaire en concertation avec un laboratoire agréé par le service régional de l'archéologie des Pays de la Loire, la stabilisation et la conservation des objets fragiles (notamment métalliques et organiques). Une étude radiographique d'une partie pertinente des objets métalliques retrouvés devra être réalisée. Leur stabilisation devra être effectuée.

Le versement des archives de fouille se conformera à l'arrêté du 16 septembre 2004 portant définition des normes d'identification, d'inventaire, de classement et de conditionnement de la documentation scientifique et du mobilier issu des diagnostics et fouilles archéologiques (J.O n° 226 du 28 septembre 2004).

6 - Rapport final d'opération

Le délai limite pour la remise de ce rapport sera de **24 mois après la fin des travaux de terrain**.

Une attention particulière devra être portée sur la gestion des délais induits par les travaux des spécialistes afin de permettre une réelle synthèse archéologique dans le rapport. Le rapport de fouille devra être rédigé en **français ainsi que l'ensemble de la documentation constituée lors de l'opération archéologique**.

Le rapport sera remis en huit exemplaires dont un non-bronché, il devra être conforme à l'arrêté du 27 septembre 2004 portant définition des normes de contenu et de présentation des rapports d'opérations archéologiques (J.O n° 240 du 14 octobre 2004).



PRÉFET DE LA RÉGION PAYS DE LA LOIRE

DPU

Arrêté modificatif
(opération n°2015-87)

MAIRIE DE SAINT-FRIZAIRE					
Courrier n° 01957					
	Original	Copy	DRAS	Original	Copy
- DRS	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- CAS	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- DGA PRO SO	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- DGA VD	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- DGA DM	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- DGA P	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- DGA INFO COM	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- DGA VEC	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

DIRECTION REGIONALE DES
AFFAIRES CULTURELLES

Service Régional de l'Archéologie



**LE PREFET DE LA REGION PAYS DE LA LOIRE,
PRÉFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE**

Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

VU le code du patrimoine et notamment son livre V ;

VU l'arrêté n°2014/SGAR/DRAC/123, du 20 juin 2014 de Monsieur Henri-Michel COMET, préfet de la région Pays-de-la-Loire, portant délégation de signature à Monsieur Louis BERGES, directeur régional des affaires culturelles des Pays de la Loire ;

VU l'arrêté n° 2016/DRAC/1 du 29 février 2016, signé de monsieur Louis BERGES, directeur régional des affaires culturelles, portant subdélégation de signature administrative et financière ;

VU l'arrêté n°192 du 29 mai 2015 portant prescription de l'opération d'archéologie préventive pour le terrain sis au lieu-dit «ZAC des Six Croix» sur la commune de DONGES (44) ;

VU le courrier de M. Franck LEMARTINET de la SONADEV, nous informant de l'erreur de délimitation de la fouille à réaliser sur les parcelles YN180 et YN 182 nécessaires au projet d'aménagement sus-visé, reçu le 27 avril 2016 ;

CONSIDERANT la demande de M. Franck LEMARTINET de la SONADEV, de modification de la délimitation de fouille à réaliser sur les parcelles YN180 et YN 182 à aménager.

ARRETE

(n°192)

Article 1^{er} : L'arrêté n°192 pris le 29 mai 2015 est modifié comme suit :
l'emprise du diagnostic archéologique portera sur les parcelles suivantes
: DONGES (44) : YM 6, 11, 19, 83, 85, 92 / YN 175, 180, 182, 460;
et /ou sur une surface de 100000 m².

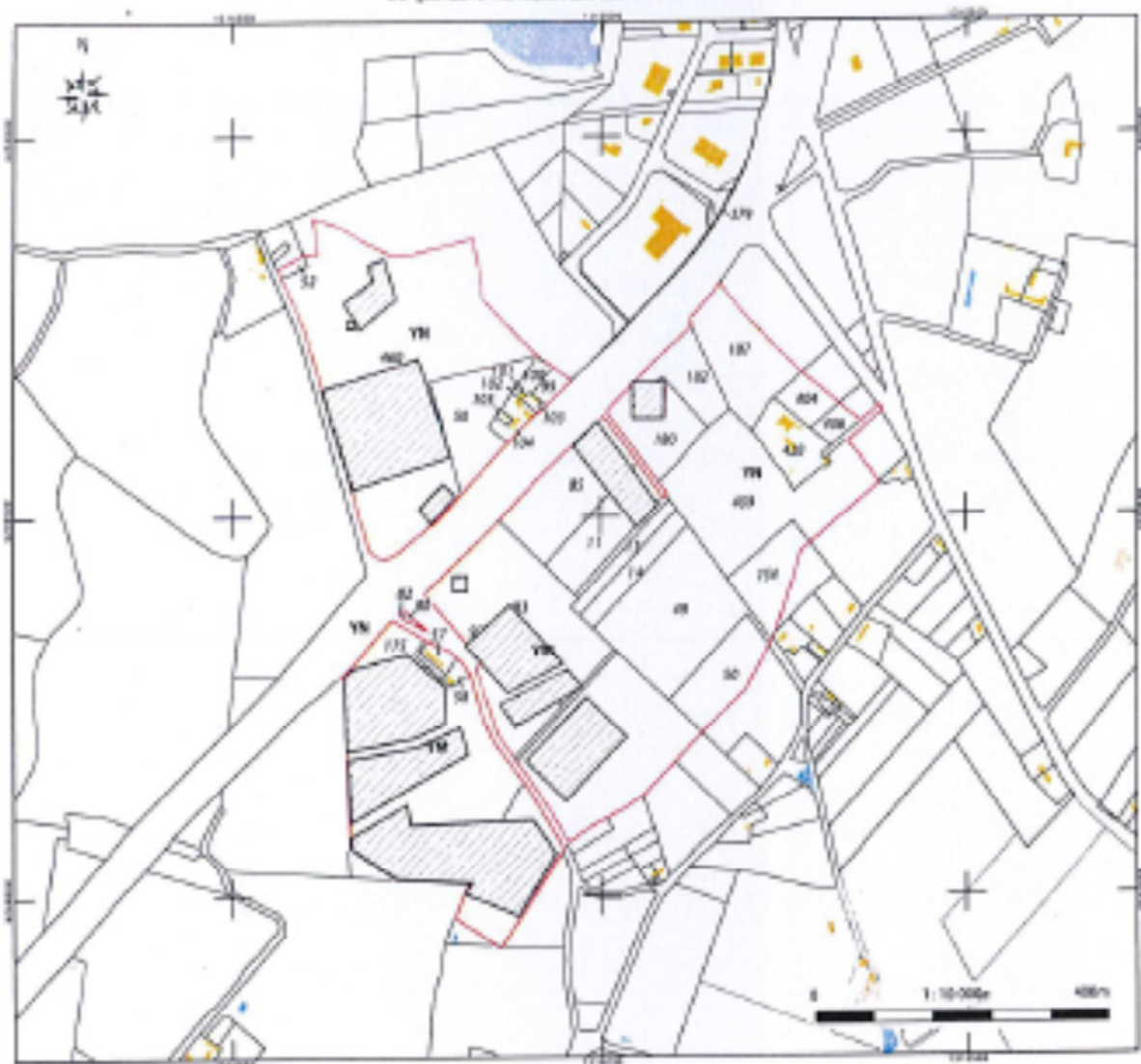
La nouvelle emprise des terrains est délimitée sur le plan annexé au présent arrêté.

Article 2 : Le directeur régional des affaires culturelles est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Franck LEMARTINET, SONADEV, Tour Météor bâti. A1, 6, place Pierre Sémand, CS 60009, 44 601 Saint-Nazaire Cedex.

Fait à Nantes, le 13 mai 2016

Pour le Directeur régional des affaires culturelles
et préfet de région
L'adjoint au Conservateur régional de l'archéologie
Conservateur en Chef du patrimoine
Jean-Philippe BOUVET

Dongas (Loire-Atlantique), Zac des Six Croix - Vancne I



Plan cadastral des parcelles de la commune de Dongas